

Edito des coprésident.es

8 octobre 2020

Olivier Véran vient d'annoncer l'organisation d'un Ségur de la santé publique au printemps prochain. On pourrait s'en réjouir et se dire que les acteurs de santé publique, de prévention et promotion de la santé ont enfin été entendus, eux qui au lendemain du Ségur de la Santé en juin, se sont exprimés considérant qu'il n'était pas possible de refonder notre système de santé en ne considérant que la question du soin.

L'Institut Renaudot et de nombreux autres acteurs professionnels, associatifs de la promotion de la santé et de la prévention, réunis en coalition, se sont mobilisés et ont interpellé l'Etat :

- « Comment recueillir la parole des usagers du système de soin, des habitants ?
- Comment sensibiliser des acteurs très éloignés de la santé publique mais qui agissent sur ses déterminants ?
- Comment amener ces acteurs à se situer dans une démarche de promotion de la santé ? Comment encourager les démarches communautaires en santé ?
- Comment faire sortir les secteurs sanitaire, social et médico-social de leur fonctionnement en silos ? »

Ce sont l'ensemble de ces questions posées par la tribune collective de cette coalition qui doivent être au cœur de ce nouveau Ségur.

Nous prenons acte de la décision du Ministre de mettre en place pour le préparer un « *collège de personnalités pluridisciplinaires (qui) aurait pour mission de proposer les "grandes priorités"*. Nous postulons pour en être membre dans l'objectif d'y apporter nos propositions, fruit de nos réflexions partagées et de nos expériences des démarches communautaires en santé.

Mais cependant, nous nous interrogeons sur le décalage qui se creuse entre les intentions affichées auxquelles on ne peut que souscrire et la réalité d'un certain nombre de mesures actuelles qui vont à l'encontre d'une politique de santé publique globale et cohérente.

Ainsi, alors que la pandémie a mis encore plus en évidence l'impact des inégalités sociales et territoriales de santé, le gouvernement prévoit dans le cadre de la loi de finance de la sécurité sociale un forfait de 18€ pour tout passage aux urgences ne débouchant pas sur une hospitalisation. Sans compter l'incohérence de cette mesure qui va à l'encontre du « virage ambulatoire » pourtant présenté comme la solution aux maux de l'hôpital, elle pénalise une fois de plus les populations les plus fragiles et précaires et les territoires pour lesquels la désertification médicale n'offre pas d'autres alternatives.

Par ailleurs, la gestion de la crise sanitaire avec la progression des nouveaux cas de COVID 19, ne donne pas à voir que des enseignements ont été bénéfiquement tirés du premier épisode notamment en matière de coordination entre tous les acteurs potentiels de la lutte contre la pandémie. Qu'il s'agisse des collectivités locales, des associations locales et structures nationales de prévention et de promotion de la santé, des structures de soins coordonnés comme les centres de santé, des acteurs du champ social confrontés au quotidien à l'aggravation des conditions de vie des habitants, ceux de l'éducation comme les acteurs économiques soumis aux aléas de décisions souvent contradictoires... aucun dispositif de coordination n'a été mis en place à l'échelle des territoires pour rassembler toutes ces énergies, savoir-faire et compétences pourtant si utiles et mobilisées pendant le confinement. Tous sont suspendus aux annonces présidentielles ou ministérielles relayées par des médias alimentant la peur et le sentiment d'insécurité face à l'avenir.

Cette crise montre qu'il est urgent de mettre en place une organisation locale de la santé avec une réelle participation de tous les acteurs locaux.

Tout comme Jean-François Toussaint, professeur de physiologie à l'Université de Paris et Laurent Mucchielli, sociologue, directeur de recherche au CNRS, « *Nous ne voulons plus être gouvernés par et dans la peur* ».

Aussi tout en nous inscrivant pleinement dans le processus de construction du Ségur de la Santé Publique, nous continuons à affirmer l'urgence, compte tenu de la situation sanitaire actuelle, d'une dynamique nationale impliquant tous les acteurs agissant au quotidien dans les territoires.